



**BULLETIN
BENELUX**

Année 2023 – numéro 1

ISSN 0005-8777

Date de publication 16/06/2023

TABLE DES MATIERES

Décisions	2
DECISION du Comité de Ministres Benelux portant remplacement du président de la Commission consultative compétente en matière de protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles) – M (2023) 1	2
DECISION du Comité de Ministres Benelux portant nomination d'un conseiller suppléant à la Cour de Justice Benelux – M (2023) 2	3
DECISION du Comité de Ministres Benelux relative au pacage frontalier d'ovins et de caprins aux frontières intra-Benelux et remplaçant la décision M (2015) 4 – M (2023) 3	4
DECISION du Comité de Ministres Benelux relative au pacage frontalier de bovins aux frontières intra-Benelux et remplaçant la décision M (2012) 17 – M (2023) 4	15
DECISION du Comité de Ministres Benelux portant nomination d'un juge et de deux juges suppléants à la Cour de Justice Benelux – M (2023) 10	28
Plan annuel	30
PLAN ANNUEL 2023	30
Rapport annuel	30
RAPPORT ANNUEL 2022	30

DECISION du Comité de Ministres Benelux portant remplacement du président de la Commission consultative compétente en matière de protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles) – M (2023) 1

Le Comité de Ministres Benelux,

Vu l'article 6, alinéas 2 et 3, du Protocole additionnel au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signé à Bruxelles le 24 octobre 2008,

Vu la décision M (2014) 14 du Comité de Ministres Benelux fixant les modalités de nomination de la Commission consultative compétente en matière de protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles),

Vu la demande du Directeur général de l'Office Benelux de la Propriété intellectuelle, ayant entendu la représentation du personnel de l'Office Benelux de la Propriété intellectuelle, concernant le remplacement de monsieur Kees Bangma en tant que président de la Commission consultative susmentionnée, nommé par le Comité de Ministres Benelux au moyen de la décision M (2021) 8 pour une durée de six ans à partir du 28 mars 2021,

Considérant que le Comité de Ministres Benelux donne acte de la fin du mandat de monsieur Kees Bangma et que le nouveau candidat proposé par les trois pays du Benelux d'un commun accord conformément à la décision M (2014) 14 peut dès lors être nommé pour la durée restante du mandat initial,

A pris la présente décision :

Article 1^{er}

Madame Barbara van de Griend est nommée présidente de la Commission consultative, jusqu'au 27 mars 2027 inclus.

Article 2

La présente décision entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à La Haye, le 24 février 2023.

Le Président du Comité de Ministres Benelux,

W. HOEKSTRA

DECISION du Comité de Ministres Benelux portant nomination d'un conseiller suppléant à la Cour de Justice Benelux – M (2023) 2

Le Comité de Ministres Benelux,

Vu l'article 3, alinéas 1 à 3, du Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Bruxelles le 31 mars 1965, tel qu'il a été modifié en dernier lieu par le Protocole signé à Luxembourg le 15 octobre 2012,

Considérant que le Comité de Ministres Benelux a donné acte le 7 octobre 2022 de la communication du décès de monsieur Koenraad Moens, qui siégeait à la Cour de Justice Benelux en tant que conseiller suppléant,

Sur proposition du ministre belge de la Justice,

A pris la présente décision :

Article 1^{er}

Madame Ilse Couwenberg, conseiller à la Cour de Cassation de Belgique, est nommée conseiller suppléant à la Cour de Justice Benelux.

Article 2

La présente décision entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à La Haye, le 24 février 2023.

Le Président du Comité de Ministres Benelux,

W. HOEKSTRA

DECISION du Comité de Ministres Benelux relative au pacage frontalier d'ovins et de caprins aux frontières intra-Benelux et remplaçant la décision M (2015) 4 – M (2023) 3

Le Comité de Ministres Benelux,

Vu l'article 6, alinéa 2, sous a), du Traité instituant l'Union Benelux,

Vu l'article 1^{er}, sous b), du Protocole du 29 avril 1969 relatif à la suppression des contrôles et formalités aux frontières intérieures du Benelux et à la suppression des entraves à la libre circulation,

Vu la décision M (2015) 4 du Comité de Ministres Benelux relative aux garanties sanitaires pour certains animaux du petit élevage en cas de pacage frontalier,

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter la décision M (2015) 4 à la suite de la mise en application du règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale »),

Considérant qu'il est souhaitable de maintenir la simplification administrative découlant de la décision M (2015) 4 et de l'appliquer également, le cas échéant, dans les relations avec les États membres de l'UE limitrophes du Benelux, conformément aux possibilités offertes par l'article 139, paragraphe 1, sous c), du règlement (UE) 2016/429 précité,

A pris la présente décision :

Article 1^{er}

Les échanges intra-Benelux d'ovins et de caprins effectués dans le cadre du pacage frontalier se conforment aux dispositions du règlement annexé à la présente décision.

Article 2

1. Les chefs des services vétérinaires des pays du Benelux se concertent annuellement quant au suivi et à l'application du règlement annexé à la présente décision.

2. Dans le cadre de la concertation visée à l'alinéa 1^{er}, il est tenu compte de l'application du règlement (UE) 2016/429 précité. S'il y a lieu, le Conseil Benelux fait par conséquent des propositions appropriées au Comité de Ministres Benelux.

Article 3

Le cas échéant, un pays du Benelux peut également appliquer le règlement visé à l'article 1^{er} dans ses relations avec les États membres de l'UE ou leurs entités fédérées limitrophes du Benelux, à condition que ces États membres ou leurs entités fédérées y consentent, ou un pays du Benelux peut convenir d'un règlement similaire avec ces États membres ou leurs entités fédérées. Dans ce cas, ces États membres ou leurs entités fédérées peuvent également participer à la concertation visée à l'article 2.

Article 4

La décision M (2015) 4 du Comité de Ministres Benelux relative aux garanties sanitaires pour certains animaux du petit élevage en cas de passage frontalier, est abrogée.

Article 5

1. La présente décision entre en vigueur le jour de sa signature.
2. Les pays du Benelux mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer aux dispositions du règlement annexé à la présente décision.
3. Lorsque les pays du Benelux arrêtent les dispositions visées au deuxième alinéa, celles-ci contiennent une référence à la présente décision ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle.
4. En exécution de l'article 139, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/429 précité, les pays du Benelux informent la Commission européenne, chacun pour ce qui le concerne, des dérogations accordées telles que visées dans le règlement annexé à la présente décision.

Fait à La Haye, le 22 mars 2023.

Le Président du Comité de Ministres Benelux,

P. ADEMA

ANNEXE

Règlement relatif au pacage frontalier d'ovins et de caprins aux frontières intra-Benelux

Article 1^{er}

Par ce règlement, les pays du Benelux concrétisent l'article 139, paragraphe 1, sous c), du règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale »).

Article 2

1. Aux fins du présent règlement, on entend par :

- a) « Règlement (UE) 2016/429 » : le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale ») ;
- b) « Règlement délégué (UE) 2020/688 » : le règlement délégué (UE) 2020/688 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les conditions de police sanitaire applicables aux mouvements d'animaux terrestres et d'œufs à couver dans l'Union ;
- c) « Pacage frontalier » : le pâturage d'ovins et de caprins dans des zones de pâturage communes à plusieurs États membres, tel que visé à l'article 139, paragraphe 1, sous c), du règlement (UE) 2016/429, dans le cadre duquel les ovins et caprins, appartenant à un établissement d'un pays du Benelux, sont mis en pâture dans des zones de pâturage communes à plusieurs États membres dans un autre pays du Benelux ou y paissent sous la surveillance d'un berger ;
- d) « Zone de pâturage commune à plusieurs États membres » :
 - i. Une parcelle de pâturage dans une commune frontalière, c'est-à-dire une commune dans le pays du Benelux de destination qui est limitrophe de la frontière nationale avec le pays du Benelux de provenance, ou
 - ii. Toute parcelle de pâturage dans une commune du pays du Benelux de destination située à moins de dix kilomètres de la frontière nationale avec le pays du Benelux de provenance, mesurés à vol d'oiseau de la frontière à toute intersection avec la parcelle de pâturage visée, ou
 - iii. Une zone naturelle contiguë à la frontière nationale ou transfrontalière, qui est naturellement ou matériellement délimitée ou, si elle n'est pas délimitée, qui se trouve toujours sous la surveillance d'un berger sur la distance mentionnée au point ii ;
- e) « Liste d'ovins et de caprins » : liste validée d'ovins et de caprins autorisés à participer au pacage frontalier, établie conformément à l'article 9 du présent règlement ;
- f) « Autorité compétente » : l'autorité compétente du pays du Benelux ou l'organisation désignée par cette autorité compétente pour la gestion du système d'identification et d'enregistrement comme prévu à l'article 108, paragraphe 5, sous c), du règlement (UE) 2016/429.

2. Pour le reste, les mêmes définitions que dans le règlement (UE) 2016/429, ses actes délégués et ses actes d'exécution s'appliquent aux termes utilisés dans le présent règlement.

Article 3

1. Avant de procéder au pacage frontalier, l'opérateur doit être en possession d'une autorisation de pacage frontalier, qu'il peut obtenir auprès de son autorité compétente.
2. L'autorisation de pacage frontalier est délivrée uniquement par l'autorité compétente et est valable pour une période ininterrompue de 12 mois au maximum.
3. Une nouvelle autorisation de pacage frontalier doit être obtenue pour chaque nouvelle période de 12 mois au maximum.

Une nouvelle autorisation de pacage frontalier pour une période consécutive sans interruption ne peut être obtenue que dans le cas du pacage frontalier dans une zone naturelle. Dans les autres cas, un retour complet est exigé avant qu'une nouvelle autorisation puisse être délivrée.

4. L'autorisation de pacage frontalier délivrée pour les ovins et les caprins vaut également pour les agneaux visés à l'article 12.

Article 4

1. Une demande de pacage frontalier ne peut être introduite que :
 - a) Par l'opérateur responsable des animaux visés sous b) et enregistré à cet effet ;
 - b) Pour les ovins et les caprins détenus dans un établissement situé dans un pays du Benelux et enregistré dans ce pays.
2. Une demande de pacage frontalier ne peut pas être introduite si un ovin, un caprin ou un autre artiodactyle originaire d'un pays hors de l'UE est enregistré dans l'établissement depuis moins de 30 jours. Dans ce cas, l'opérateur doit reporter sa demande jusqu'à ce que ce délai de 30 jours au moins se soit écoulé.

Article 5

1. L'autorité compétente délivre une autorisation de pacage frontalier si :
 - a) La demande visée à l'article 6 du présent règlement est présente ;
 - b) La déclaration signée visée à l'article 6 du présent règlement est présente ;
 - c) Les conditions de police sanitaire définies aux articles 7 et 8 du présent règlement sont remplies en ce qui concerne les « maladies répertoriées » auxquelles les ovins et les caprins sont sensibles ;
 - d) La liste des ovins et des caprins visée à l'article 9 du présent règlement est présente.
2. L'autorité compétente valide la liste des ovins et des caprins en apposant un cachet, une date et une signature.

3. Aux fins de l'application de ce règlement, en particulier de l'article 6, l'autorité compétente met à la disposition des opérateurs :

- a) Un formulaire de demande de pacage frontalier ;
- b) Un modèle de déclaration afin de pouvoir participer au pacage frontalier.

4. L'autorité compétente enregistre chaque demande sous un numéro de dossier unique.

Article 6

1. La demande d'autorisation de pacage frontalier contient les éléments suivants :

- a) Le formulaire de demande signé visé à l'alinéa 2 ;
- b) La déclaration signée visée à l'alinéa 3 pour pouvoir participer au pacage frontalier.

2. Le formulaire de demande de pacage frontalier contient les informations suivantes :

- a) Le numéro d'enregistrement unique de l'établissement détenant les ovins et les caprins pour lesquels l'autorisation de pacage frontalier est demandée ;
- b) L'adresse ou la localisation de l'établissement ;
- c) Le nom et l'adresse de l'opérateur responsable de l'établissement ;
- d) Le nom et l'adresse du propriétaire ou du responsable de la zone de pâturage commune à plusieurs États membres ou le nom de la zone naturelle et le nom et l'adresse du gestionnaire compétent de la zone naturelle ;
- e) L'adresse et le numéro de cadastre de la zone de pâturage commune à plusieurs États membres ou l'emplacement de la zone naturelle ou, si aucune adresse n'est disponible, une carte ou une reproduction sous quelque forme que ce soit de la commune indiquant l'emplacement de la zone de pâturage commune à plusieurs États membres et le numéro de cadastre ou l'emplacement de la zone naturelle.

3. La déclaration pour pouvoir participer au pacage frontalier contient les éléments suivants, auxquels l'opérateur s'engage par sa signature :

- a) Ne faire participer au pacage frontalier que les ovins et les caprins figurant sur la liste des ovins et des caprins ;
- b) Ne pas avoir introduit dans son établissement d'ovins et de caprins ou d'autres artiodactyles provenant d'un pays extérieur à l'UE au cours des 30 jours précédant la demande de pacage frontalier ;
- c) Ne pas introduire dans son établissement d'ovins et de caprins ou d'autres artiodactyles provenant d'un pays extérieur à l'UE après la soumission de la demande et pendant la période de pacage frontalier, sauf s'il a d'abord mis fin au pacage frontalier et, le cas échéant, qu'il introduit une nouvelle demande ;

- d) Ne faire participer au pacage frontalier que des ovins et des caprins qui sont correctement identifiés et enregistrés conformément aux dispositions du règlement (UE) 2016/429, de ses actes délégués et d'exécution et le cas échéant tels que réglementés de manière complémentaire dans le pays du Benelux de provenance ;
- e) Déclarer sans délai :
 - i. toute perte totale des moyens d'identification,
 - ii. l'apparition ou la suspicion de l'apparition d'une des maladies visées aux articles 7 et 8 du présent règlement,et ce, tant auprès de l'autorité compétente qui a délivré l'autorisation de pacage frontalier, qu'auprès de l'autorité compétente du pays du Benelux où a lieu le pacage frontalier ;
- f) Coopérer entièrement et consentir à tout examen jugé nécessaire par l'autorité compétente du pays du Benelux où a lieu le pacage frontalier dans le cadre du dépistage et de la lutte contre l'une des maladies visées aux articles 7 et 8 du présent règlement ou contre une nouvelle maladie telle que visée à l'article 6 du règlement (UE) 2016/429 ;
- g) Ramener les ovins et les caprins concernés dans son établissement avant l'expiration de l'autorisation de pacage frontalier, à moins d'avoir obtenu une nouvelle autorisation pour une période consécutive ;
- h) Procéder, sans délai et conformément aux instructions de l'autorité compétente du pays du Benelux où a lieu le pacage frontalier, à l'éloignement de ce pays des ovins et caprins concernés, si celle-ci en donne l'ordre en application de l'article 14 du présent règlement.

Article 7

1. L'autorité compétente ne peut délivrer une autorisation de pacage frontalier que si le pays du Benelux de provenance satisfait aux dispositions du présent article.
2. Le pays a le statut de pays indemne pour les maladies suivantes :
 - a) Les « maladies répertoriées » suivantes, auxquelles les ovins et les caprins sont sensibles :
 - i. Fièvre aphteuse,
 - ii. Infection par le virus de la peste chez les petits ruminants (« peste des petits ruminants »),
 - iii. Pleuropneumonie contagieuse caprine,
 - iv. Variole ovine et variole caprine,
 - v. Rage;
 - b) Les « maladies répertoriées » suivantes, auxquelles les ovins et les caprins sont sensibles :
 - i. *Brucella abortus*, *B. melitensis* et *B. suis*,
 - ii. *Complexe mycobacterium tuberculosis* (*M. bovis*, *M. caprae* et *M. tuberculosis*).
3. L'établissement pour lequel la demande est faite ne se trouve pas dans une zone où s'appliquent des mesures de restriction décidées par la Commission européenne ou par l'autorité compétente vis-à-vis de l'une des maladies mentionnées à l'alinéa 2.

4. L'établissement pour lequel la demande est faite n'est pas soumis à des mesures de restriction par rapport à un problème de santé animale signalé à l'autorité compétente dont la cause n'a pas encore été établie.

5. L'établissement ou les animaux satisfont aux conditions de police sanitaire supplémentaires visées à l'article 8 du présent règlement.

Article 8

Sans préjudice des conditions visées à l'article 7 du présent règlement, l'autorité compétente ne peut délivrer une autorisation de pacage frontalier que si les conditions de police sanitaire suivantes sont également remplies :

- a) Les dispositions de l'article 15 du règlement délégué (UE) 2020/688 pour les maladies suivantes chez les ovins et les caprins :
 - i. Epididymite ovine,
 - ii. Maladie hémorragique épizootique,
 - iii. Fièvre charbonneuse,
 - iv. Surra (*Trypanosoma Evansi*);
- b) Concernant la fièvre catarrhale :
 - i. Les ovins et les caprins sont conformes aux dispositions de l'article 15, paragraphe 1^{er}, sous h), du règlement délégué (UE) 2020/688 ;
 - ii. Par dérogation au point i., une autorisation telle que visée à l'article 17 du règlement délégué (UE) 2020/688 peut également s'appliquer ;
 - iii. Les dérogations établies par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas conformément au règlement délégué (UE) 2020/688 et communiquées à la Commission européenne et aux autres États membres, sont également d'application.

Article 9

1. En vue de pouvoir délivrer l'autorisation de pacage frontalier visée à l'article 5, l'opérateur soumet, par espèce animale, la liste des ovins ou des caprins qu'il souhaite faire participer au pacage frontalier.

2. La liste visée à l'alinéa 1^{er} :

- a) Est établie de manière électronique pour chaque espèce ;
- b) Ne comprend que les ovins et les caprins qui, à la date d'établissement de la liste, sont enregistrés dans l'établissement depuis plus de 30 jours ou depuis leur naissance s'ils sont âgés de moins de 30 jours ;
- c) Peut être limitée, à la demande de l'opérateur, aux seuls ovins et caprins qui participeront effectivement au pacage frontalier ;
- d) Mentionne le code d'identification unique individuel complet de chaque animal ;
- e) Mentionne le numéro de dossier unique et la date d'établissement de la liste et permet de procéder aux notations obligatoires prévues aux articles 12 et 13 du présent règlement.

3. L'autorité compétente qui délivre l'autorisation de pacage frontalier transmet par voie électronique à l'autorité compétente du pays du Benelux où a lieu le pacage frontalier un dossier composé de :

- a) Une copie de l'autorisation ;
- b) La liste des ovins et des caprins ;
- c) Les informations visées à l'article 6, alinéa 2, sous e), du présent règlement ;
- d) Le cas échéant, la modification visée à l'article 10, alinéa 1^{er}, du présent règlement.

4. L'autorité compétente qui délivre l'autorisation de pacage frontalier fournit à l'opérateur :

- a) L'autorisation de pacage ;
- b) La liste des ovins et des caprins.

Toutefois, cela ne doit pas se faire avant un délai de 7 jours après la transmission des informations visées à l'alinéa 3.

Article 10

1. Pendant la période de validité de l'autorisation, l'opérateur peut demander à son autorité compétente de valider pour lui une liste mise à jour des ovins et des caprins.
2. L'autorité compétente qui reçoit une demande de modification telle que visée à l'alinéa 1^{er} suit les dispositions de l'article 9, alinéas 2, 3 et 4, du présent règlement.
3. Si l'opérateur souhaite une modification de l'utilisation de la zone de pâturage commune à plusieurs États membres, il doit introduire une nouvelle demande ou une demande complémentaire de pacage frontalier.

Article 11

1. L'opérateur ne peut pas placer ses animaux en pacage frontalier avant d'avoir reçu :
 - a) L'autorisation de pacage frontalier ;
 - b) La liste des ovins et des caprins.
2. L'opérateur ne peut faire participer au pacage frontalier que les ovins et les caprins mentionnés dans la liste des ovins et des caprins.
3. Les parcelles utilisées pour le pacage frontalier ne peuvent pas être utilisées simultanément pour le pacage d'ovins et de caprins ou d'autres artiodactyles d'un autre établissement. Les troupeaux itinérants d'ovins et de caprins dans les zones naturelles, gardés par un berger, constituent une exception. Le berger veille à ce que le troupeau itinérant d'ovins et de caprins qu'il garde n'ait aucun contact direct avec d'autres artiodactyles.

4. Pendant le pâturage transfrontalier dans les zones naturelles sous la surveillance d'un berger, le berger doit être en possession d'une copie de l'autorisation de pacage frontalier.

Article 12

1. Si des agneaux naissent dans les zones de pâturage communes à plusieurs États membres pendant le pacage frontalier :

- a) Ces agneaux sont identifiés et enregistrés par l'opérateur conformément aux dispositions applicables dans son pays ; si les agneaux n'ont pas encore été identifiés, ils ne peuvent résider ou être déplacés qu'en présence de leur mère ;
- b) L'opérateur pratique sur ces agneaux les examens ou traitements qui s'appliquent dans son pays, le cas échéant, ou qui sont nécessaires pour le pacage frontalier.

2. Si, pendant le pacage frontalier, des agneaux naissent dans les zones de pâturage communes à plusieurs États membres, l'autorité compétente qui a délivré l'autorisation de pacage frontalier peut exiger que ces agneaux subissent des examens ou des traitements, soit dans les zones de pâturage communes à plusieurs États membres, soit lors de leur premier retour dans l'établissement.

3. L'opérateur inscrit de sa propre main les agneaux nouveau-nés sur la liste des ovins et des caprins au moment de leur identification en mentionnant leur propre code d'identification officiel et la date de l'identification.

Si l'obligation d'identification n'est pas encore d'application, le transport d'agneaux nouveau-nés ne peut avoir lieu qu'en présence de leur mère.

Article 13

1. Les ovins et les caprins doivent, lors de tout transport dans le cadre du pacage frontalier, aussi bien à l'aller qu'au retour, être accompagnés :

- a) D'une copie de l'autorisation de pacage frontalier ;
- b) De la liste des ovins et des caprins.

2. Lors d'un transport aller ou retour dans le cadre du pacage frontalier, la date de chaque mouvement et le nombre d'ovins et de caprins déplacés à ce moment-là, sont inscrits sur la liste des ovins et des caprins avant le départ. Au plus tard dans les 24 heures suivant le mouvement, la date du mouvement de chaque animal individuel est également notée.

3. Si l'exploitant est lui-même responsable du mouvement ou du transport de ses propres animaux, le mouvement ou le transport des animaux dans le cadre du pacage frontalier peut avoir lieu sans enregistrement en tant que transporteur conformément au règlement (UE) 2016/429 et sans autorisation de transporteur conformément au règlement (CE) n° 1/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 relatif à la protection des animaux pendant le transport et les opérations annexes et modifiant les directives 64/432/CEE et 93/119/CE et le règlement (CE) n° 1255/97.

Article 14

1. Le renvoi d'ovins et de caprins sur ordre de l'autorité compétente du pays du Benelux où a lieu le pacage peut avoir lieu :

- a) Si des infractions aux conditions énoncées dans le présent règlement sont constatées ;
- b) Si l'opérateur refuse de coopérer aux examens visés à l'article 6, alinéa 3, sous f), du présent règlement.

2. Lorsque l'une des maladies visées à l'article 7 ou 8 du présent règlement est constatée chez les ovins et les caprins en pacage frontalier, les mesures à prendre sont décidées en concertation entre les autorités compétentes des pays du Benelux concernés et ce, en conformité avec le règlement (UE) 2016/429, ses actes délégués et d'exécution et les dispositions nationales pour la lutte contre ces maladies. Ces mesures peuvent comprendre l'isolement sur place, le renvoi, l'ordre d'abattage dans un abattoir convenu par les autorités compétentes ou la mise à mort en vue de la destruction pour des raisons sanitaires urgentes.

3. Lorsque des examens sont effectués en application de l'article 6, alinéa 3, sous f), du présent règlement, les résultats sont également communiqués à l'autorité compétente du pays du Benelux d'origine.

4. Dans le cas d'un ordre de renvoi tel que visé à l'alinéa 1^{er}, l'autorité compétente motive cette décision auprès de l'opérateur et de son autorité compétente.

Article 15

1. Sans préjudice des dispositions de l'article 12, alinéa 2, du présent règlement, toute modification de la situation zoonositaire au regard des maladies visées jusqu'aux articles 7 et 8 du présent règlement dans le pays du Benelux d'origine ayant pour conséquence qu'il n'est plus satisfait à au moins une des conditions visées auxdits articles pour l'établissement participant au pacage frontalier, est immédiatement notifiée par l'autorité compétente à l'autorité compétente du pays du Benelux où a lieu le pacage.

2. Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, l'autorité compétente qui a délivré l'autorisation de pacage frontalier prend immédiatement toutes les mesures nécessaires pour que l'opérateur mette fin au pacage frontalier.

Article 16

1. Chaque pays du Benelux désigne des personnes de contact qui sont responsables de la mise en application de ce règlement et des contacts avec les opérateurs et les autres parties prenantes dans le pays du Benelux concerné. Les pays du Benelux s'informent mutuellement des noms et des coordonnées de ces personnes et de toute modification ultérieure de ceux-ci.

2. Un registre central mentionnant les autorités compétentes est tenu par le Secrétariat général Benelux. A cet effet, les pays du Benelux informent le Secrétariat général Benelux des autorités compétentes qu'ils ont désignées et des personnes de contact correspondantes, ainsi que de tout changement à cet égard. Le Secrétariat général Benelux met à tout moment à la disposition des pays du Benelux les informations concernant les autorités compétentes désignées et leurs personnes de contact et les tient à jour.

Exposé des motifs commun de la décision M (2023) 3 du Comité de ministres Benelux relative au pacage frontalier d'ovins et de caprins aux frontières intra-Benelux et remplaçant la décision M (2015) 4

Le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale »)¹ est devenu applicable le 21 avril 2021 (voir article 283 dudit règlement). Dans le cadre de la concertation Benelux régulière entre les *Chief Veterinary Officers* (CVO), l'attention a été portée sur les conséquences de ces nouvelles règles européennes.

En conséquence, la décision M (2015) 4 du Comité de Ministres Benelux relative aux garanties sanitaires pour certains animaux du petit élevage en cas de pacage frontalier est remplacée par la présente décision.

Tout d'abord, le règlement annexé à la décision M (2015) 4 devient caduc et un nouveau règlement entre en vigueur (voir article 1^{er} de la présente décision). En application de l'article 139, paragraphe 1^{er}, sous c), du règlement (UE) 2016/429, le nouveau règlement maintient la simplification administrative qui était déjà applicable entre les pays du Benelux aux fins du pacage frontalier d'ovins et de caprins, sans vouloir porter atteinte aux garanties de santé animale qui sont d'un niveau élevé dans chacun des pays du Benelux. En substance, cela signifie que la certification peut encore être omise lorsque ces animaux sont déplacés entre deux pays du Benelux en vue du pacage frontalier.

En outre, il est demandé à la concertation annuelle des CVO de continuer à prêter attention à la mise en œuvre du règlement (UE) 2016/429 dans le futur (voir article 2 de la présente décision). Si des développements futurs de l'UE rendent nécessaire la modification de la présente décision, cette concertation constitue l'enceinte appropriée pour formuler les propositions nécessaires.

Par ailleurs, cette opportunité est mise à profit pour introduire une disposition explicite conforme au fait qu'aussi bien l'Allemagne que la France participent activement à la concertation des CVO (voir article 3 de la présente décision). Le cas échéant, il existe des accords de pacage frontalier avec ces pays voisins, ou avec certains *Länder* allemands, aux fins d'une simplification administrative similaire à celle qui découle de la présente décision.

Compte tenu de son remplacement par la présente décision, la décision M (2015) 4 est abrogée dans son intégralité (voir article 4 de la présente décision).

En ce qui concerne l'entrée en vigueur de la présente décision et sa mise en œuvre par les pays du Benelux, aucune disposition particulière ne s'applique (voir article 5 de la présente décision), comme c'était déjà le cas pour la décision initiale M (2015) 4. En d'autres termes, la mise en œuvre de la décision au niveau national continue de se faire sur la base de la coordination de longue date entre les autorités compétentes. Toutefois, cette décision ne dispense pas les pays du Benelux de leur obligation de notification à la Commission européenne, telle que visée à l'article 139, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/429.

¹ JO L 84 du 31 mars 2016, p. 1.

DECISION du Comité de Ministres Benelux relative au pacage frontalier de bovins aux frontières intra-Benelux et remplaçant la décision M (2012) 17 – M (2023) 4

Le Comité de Ministres Benelux,

Vu l'article 6, alinéa 2, sous a), du Traité instituant l'Union Benelux,

Vu l'article 1^{er}, sous b), du Protocole du 29 avril 1969 relatif à la suppression des contrôles et formalités aux frontières intérieures du Benelux et à la suppression des entraves à la libre circulation,

Vu la décision M (2012) 17 du Comité de Ministres de l'Union Benelux remplaçant la décision M (90) 7 du 18 juin 1990 en matière de pacage frontalier de bovins aux frontières intra-Benelux, telle que modifiée par la décision M (2017) 4,

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter la décision M (2012) 17 à la suite de la mise en application du règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale »),

Considérant qu'il est souhaitable de maintenir la simplification administrative découlant de la décision M (2012) 17 et de l'appliquer également, le cas échéant, dans les relations avec les États membres de l'UE limitrophes du Benelux, conformément aux possibilités offertes par l'article 139, paragraphe 1, sous c), du règlement (EU) 2016/429 précité,

A pris la présente décision :

Article 1^{er}

Les échanges intra-Benelux de bovins effectués dans le cadre du pacage frontalier se conforment aux dispositions du règlement annexé à la présente décision.

Article 2

1. Les chefs des services vétérinaires des pays du Benelux se concertent annuellement quant au suivi et à l'application du règlement annexé à la présente décision.

2. Dans le cadre de la concertation visée à l'alinéa 1^{er}, il est tenu compte de l'application du règlement (UE) 2016/429 précité. S'il y a lieu, le Conseil Benelux fait par conséquent des propositions appropriées au Comité de Ministres Benelux.

Article 3

Le cas échéant, un pays du Benelux peut également appliquer le règlement visé à l'article 1^{er} dans ses relations avec les États membres de l'UE ou leurs entités fédérées limitrophes du Benelux, à condition que ces États membres ou leurs entités fédérées y consentent, ou un pays du Benelux peut convenir d'un règlement similaire avec ces États membres ou leurs entités fédérées. Dans ce cas, ces États membres ou leurs entités fédérées peuvent également participer à la concertation visée à l'article 2.

Article 4

La décision M (2012) 17 du Comité de Ministres de l'Union Benelux remplaçant la décision M (90) 7 du 18 juin 1990 en matière de pacage frontalier de bovins aux frontières intra-Benelux, telle que modifiée par la décision M (2017) 4, est abrogée.

Article 5

1. La présente décision entre en vigueur le jour de sa signature.
2. Les pays du Benelux mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer aux dispositions du règlement annexé à la présente décision.
3. Lorsque les pays du Benelux arrêtent les dispositions visées au deuxième alinéa, celles-ci contiennent une référence à la présente décision ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle.
4. En exécution de l'article 139, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/429 précité, les pays du Benelux informent la Commission européenne, chacun pour ce qui le concerne, des dérogations accordées telles que visées dans le règlement annexé à la présente décision.

Fait à La Haye, le 22 mars 2023.

Le Président du Comité de Ministres Benelux,

P. ADEMA

ANNEXE

Règlement relatif au pacage frontalier de bovins aux frontières intra-Benelux

Article 1^{er}

Par ce règlement, les pays du Benelux concrétisent l'article 139, paragraphe 1, sous c), du règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale »).

Article 2

1. Aux fins du présent règlement, on entend par :

- a) « Règlement (UE) 2016/429 » : le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale ») ;
- b) « Règlement délégué (UE) 2020/688 » : le règlement délégué (UE) 2020/688 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les conditions de police sanitaire applicables aux mouvements d'animaux terrestres et d'œufs à couver dans l'Union ;
- c) « Pacage frontalier » : le pâturage de bovins dans des zones de pâturage communes à plusieurs États membres, tel que visé à l'article 139, paragraphe 1, sous c), du règlement (UE) 2016/429, dans le cadre duquel les bovins, appartenant à un établissement d'un pays du Benelux, sont mis en pâture dans des zones de pâturage communes à plusieurs États membres dans un autre pays du Benelux ;
- d) « Zone de pâturage commune à plusieurs États membres » :
 - i. Une parcelle de pâturage dans une commune frontalière, c'est-à-dire une commune dans le pays du Benelux de destination qui est limitrophe de la frontière nationale avec le pays du Benelux d'origine, ou
 - ii. Toute parcelle de pâturage dans une commune du pays du Benelux de destination située à moins de dix kilomètres de la frontière nationale avec le pays du Benelux d'origine, mesurés à vol d'oiseau de la frontière à toute intersection avec la parcelle de pâturage visée, ou
 - iii. Une zone naturelle contiguë à la frontière nationale ou transfrontalière et naturellement ou matériellement délimitée ;
- e) « Liste des bovins » : liste validée des bovins autorisés à participer au pacage frontalier établie conformément à l'article 9 du présent règlement ;
- f) « Autorité compétente » : l'autorité compétente du pays du Benelux ou l'organisation désignée par cette autorité compétente pour la gestion du système d'identification et d'enregistrement comme prévu à l'article 108, paragraphe 5, sous c), du règlement (UE) 2016/429.

2. Pour le reste, les mêmes définitions que dans le règlement (UE) 2016/429, ses actes délégués et ses actes d'exécution s'appliquent aux termes utilisés dans le présent règlement.

Article 3

1. Avant de procéder au pacage frontalier, l'opérateur doit être en possession d'une autorisation de pacage frontalier, qu'il peut obtenir auprès de son autorité compétente.
2. L'autorisation de pacage frontalier est délivrée uniquement par l'autorité compétente et est valable pour une période ininterrompue de 10 mois maximum.
3. Pour chaque nouvelle période ininterrompue de 10 mois maximum, une nouvelle autorisation de pacage frontalier doit être obtenue. Un retour complet est exigé avant qu'une nouvelle autorisation puisse être délivrée.
4. Par dérogation aux alinéas 2 et 3, une nouvelle autorisation de pacage frontalier pour une période consécutive sans interruption ne peut être obtenue que dans le cas du pacage frontalier dans une zone naturelle.
5. L'autorisation de pacage frontalier délivrée pour des bovins vaut également pour les veaux visés à l'article 12.

Article 4

1. Une demande de pacage frontalier ne peut être introduite que :
 - a) Par l'opérateur responsable des animaux visés sous b) et enregistré à cette fin ;
 - b) Pour des bovins détenus dans un établissement situé dans un pays du Benelux et enregistré dans ce pays.
2. Une demande de pacage frontalier ne peut pas être introduite si un bovin ou un autre artiodactyle originaire d'un pays hors de l'UE est enregistré dans l'établissement depuis moins de 30 jours. Dans ce cas, l'opérateur doit reporter sa demande jusqu'à ce que ce délai de 30 jours au moins se soit écoulé.

Article 5

1. L'autorité compétente délivre une autorisation de pacage frontalier si :
 - a) La demande visée à l'article 6 du présent règlement est présente ;
 - b) La déclaration signée visée à l'article 6 du présent règlement est présente ;
 - c) Les conditions de police sanitaire définies aux articles 7 et 8 du présent règlement sont remplies en ce qui concerne les « maladies répertoriées » auxquelles les bovins sont sensibles ;
 - d) La liste des bovins visée à l'article 9 du présent règlement est présente.
2. L'autorité compétente valide la liste des bovins en apposant un cachet, une date et une signature.

3. Aux fins de l'application de ce règlement, en particulier de l'article 6, l'autorité compétente met à la disposition des opérateurs :

- a) Un formulaire de demande de pacage frontalier ;
- b) Un modèle de déclaration afin de pouvoir participer au pacage frontalier.

4. L'autorité compétente enregistre chaque demande sous un numéro de dossier unique.

Article 6

1. La demande d'autorisation de pacage frontalier contient les éléments suivants :

- a) Le formulaire de demande signé visé à l'alinéa 2 ;
- b) La déclaration signée visée à l'alinéa 3 pour pouvoir participer au pacage frontalier.

2. Le formulaire de demande de pacage frontalier contient les informations suivantes :

- a) Le numéro d'enregistrement unique de l'établissement détenant les bovins pour lesquels l'autorisation de pacage frontalier est demandée ;
- b) L'adresse ou la localisation de l'établissement ;
- c) Le nom et l'adresse de l'opérateur responsable de l'établissement ;
- d) Le nom et l'adresse du propriétaire ou du responsable de la zone de pâturage commune à plusieurs États membres ;
- e) L'adresse et le numéro de cadastre de la zone de pâturage commune à plusieurs États membres ou, si aucune adresse n'est disponible, une carte ou une reproduction sous quelque forme que ce soit de la commune indiquant l'emplacement de la zone de pâturage commune à plusieurs États membres et le numéro de cadastre.

3. La déclaration pour pouvoir participer au pacage frontalier contient les éléments suivants, auxquels l'opérateur s'engage par sa signature :

- a) Ne faire participer au pacage frontalier que des bovins figurant sur la liste des bovins ;
- b) Ne pas avoir introduit dans son établissement de bovins ou d'autres artiodactyles provenant d'un pays extérieur à l'UE au cours des 30 jours précédant la demande de pacage frontalier ;
- c) Ne pas introduire dans son établissement de bovins ou d'autres artiodactyles provenant d'un pays extérieur à l'UE après la soumission de la demande et pendant la période de pacage frontalier, sauf s'il a d'abord mis fin au pacage frontalier et, le cas échéant, qu'il introduit une nouvelle demande ;
- d) Ne faire participer au pacage frontalier que les bovins qui sont correctement identifiés et enregistrés conformément aux dispositions du règlement (UE) 2016/429, de ses actes délégués

et d'exécution et le cas échéant tels que réglementés de manière complémentaire dans le pays du Benelux de provenance ;

- e) Déclarer sans délai :
 - i. toute perte totale des moyens d'identification,
 - ii. l'apparition ou la suspicion de l'apparition d'une des maladies visées aux articles 7 et 8 du présent règlement,et ce, tant auprès de l'autorité compétente qui a délivré l'autorisation de pacage frontalier, qu'auprès de l'autorité compétente du pays du Benelux où a lieu le pacage frontalier ;
- f) Coopérer entièrement et consentir à tout examen jugé nécessaire par l'autorité compétente du pays du Benelux où a lieu pacage frontalier de la cadre du dépistage et de la lutte contre l'une des maladies visées aux articles 7 et 8 du présent règlement ou contre une nouvelle maladie telle que visée à l'article 6 du règlement (UE) 2016/429 ;
- g) Ramener les bovins concernés dans son établissement avant l'expiration de l'autorisation de pacage frontalier ;
- h) Procéder, sans délai et conformément aux instructions de l'autorité compétente du pays du Benelux où a lieu le pacage frontalier, à l'éloignement en dehors de ce pays des bovins concernés, si celle-ci en donne l'ordre en application de l'article 14 du présent règlement.

Article 7

1. L'autorité compétente ne peut délivrer une autorisation de pacage frontalier que si le pays du Benelux de provenance satisfait aux dispositions du présent article.

2. Le pays a le statut de pays indemne pour les maladies suivantes :

- a) Les « maladies répertoriées » suivantes, auxquelles les bovins sont sensibles :
 - i. Fièvre aphteuse,
 - ii. Peste bovine,
 - iii. Fièvre de la Vallée du Rift (FVR),
 - iv. Dermatose nodulaire,
 - v. *Mycoplasma mycoides* ssp. *Mycoides* SC (péripleurite contagieuse bovine),
 - vi. Rage ;
- b) Les « maladies répertoriées » suivantes, auxquelles les bovins sont sensibles :
 - i. *Brucella abortus*, *B. melitensis* et *B. suis*,
 - ii. Complexe *mycobacterium tuberculosis* (*M. bovis*, *M. caprae* et *M. tuberculosis*),
 - iii. Leucose bovine enzootique.

3. L'établissement pour lequel la demande est faite ne se trouve pas dans une zone où s'appliquent des mesures de restriction décidées par la Commission européenne ou par l'autorité compétente vis-à-vis de l'une des maladies mentionnées à l'alinéa 2.

4. L'établissement pour lequel la demande est faite n'est pas soumis à des mesures de restriction par rapport à un problème de santé animale signalé à l'autorité compétente dont la cause n'a pas encore été établie.

5. L'établissement ou les animaux satisfont aux conditions de police sanitaire supplémentaires visées à l'article 8 du présent règlement.

Article 8

Sans préjudice des conditions visées à l'article 7 du présent règlement, l'autorité compétente ne peut délivrer une autorisation de pacage frontalier que si les conditions de police sanitaire suivantes sont également remplies :

- a) Les dispositions de l'article 10 du règlement délégué (UE) 2020/688 pour les maladies suivantes :
 - i. Maladie hémorragique épizootique,
 - ii. Fièvre charbonneuse,
 - iii. Surra (*Trypanosoma Evansi*) ;

- b) Conditions de santé animale concernant l'IBR/IPV
 - i. Conditions si le pacage frontalier a lieu dans un pays du Benelux ou une zone de celui-ci bénéficiant du statut indemne pour l'IBR/IPV :
Les bovins satisfont aux dispositions de l'article 11, paragraphe 2 du règlement délégué (UE) 2020/688 ;
 - ii. Conditions si le pacage frontalier a lieu :
 - 1. Entre des pays du Benelux ou des zones de ceux-ci disposant d'un programme d'éradication approuvé pour l'IBR/IPV :
 - a. les bovins proviennent d'un établissement indemne en IBR, ou
 - b. les bovins doivent avoir été entièrement vaccinés contre l'IBR conformément à la notice du vaccin utilisé, qui ne peut être qu'un « vaccin avec délétion gE », et avoir été soumis à une épreuve sérologique de recherche d'anticorps dirigés contre la glycoprotéine E du virus (BHV-1) avec des résultats négatifs sur des échantillons prélevés au cours des 15 derniers jours précédant le départ ;
 - 2. A partir d'un pays du Benelux ou d'une zone de celui-ci ne disposant pas du statut indemne pour l'IBR/IPV ni d'un programme d'éradication approuvé à cet effet, vers un pays du Benelux ou d'une zone de celui-ci disposant d'un programme d'éradication approuvé pour l'IBR/IPV :
 - a. les bovins satisfont aux dispositions de l'article 12, paragraphe 2 du règlement délégué (UE) 2020/688, ou
 - b. les bovins sont entièrement vaccinés contre l'IBR conformément à la notice du vaccin utilisé qui ne peut être qu'un « vaccin avec délétion gE ».

Dans la situation visée au point ii.2.b, les parties de clôture de la zone de pâturage commune à plusieurs États membres utilisée, qui sont communes aux prairies limitrophes destinées à la mise en pâture de bovins, sont conçues de telle manière qu'aucun contact physique entre les bovins des deux prairies ne soit possible, par exemple en équipant ces parties de doubles clôtures. Les mesures à prendre pour éviter ce contact physique sont de la responsabilité de l'utilisateur de la parcelle au risque de l'application de l'article 14.

- c) Conditions de santé animale concernant la BVD :
- i. Conditions si le pacage frontalier a lieu dans un pays du Benelux ou une zone de celui-ci bénéficiant du statut indemne pour la BVD :
Les bovins satisfont aux dispositions de l'article 11, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) 2020/688 ;
 - ii. Conditions si le pacage frontalier a lieu :
 1. entre des pays du Benelux ou une zone de ceux-ci disposant d'un programme d'éradication approuvé pour la BVD, ou
 2. à partir d'un pays du Benelux ou d'une zone de celui-ci ne disposant pas du statut indemne pour BVD ni d'un programme d'éradication approuvé à cet effet, vers un pays du Benelux ou d'une zone de celui-ci disposant d'un programme d'éradication approuvé pour la BVD :
Les bovins satisfont aux dispositions de l'article 12, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) 2020/688 ;
- d) Conditions de santé animale concernant la fièvre catarrhale :
- i. Concernant la fièvre catarrhale, les bovins satisfont aux dispositions de l'article 10, paragraphe 1, sous i), du règlement délégué (UE) 2020/688 ;
 - ii. En outre, les dérogations établies par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas conformément au règlement délégué (UE) 2020/688 et communiquées à la Commission européenne et aux autres États membres sont également d'application.

Par dérogation au point i., l'autorisation de pacage peut également être accordée sous les conditions suivantes :

- iii. Si le pacage frontalier a lieu dans un pays du Benelux ou une zone de celui-ci bénéficiant du statut indemne pour la fièvre catarrhale, les bovins satisfont aux dispositions de l'article 11, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) 2020/688 ;
- iv. Si le pacage frontalier a lieu dans un pays du Benelux ou une zone de celui-ci disposant d'un programme d'éradication approuvé pour la fièvre catarrhale, les bovins satisfont aux dispositions de l'article 12, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) 2020/688 ;
- v. Si le pacage frontalier a lieu dans un pays du Benelux ou une zone de celui-ci ne se trouvant pas dans la situation visée au point iii. ou au point iv. ci-dessus, les bovins satisfont aux dispositions de l'article 13 du règlement délégué (UE) 2020/688.

Article 9

1. En vue de pouvoir délivrer l'autorisation de pacage frontalier visée à l'article 5, l'opérateur soumet la liste des bovins qu'il souhaite faire participer au pacage frontalier.
2. La liste visée à l'alinéa 1^{er} :
 - a) Est établie de manière électronique ;
 - b) Ne comprend que les bovins qui, à la date d'établissement de la liste, sont enregistrés dans l'établissement depuis plus de 30 jours ou depuis leur naissance s'ils sont âgés de moins de 30 jours ;

c) Peut être limitée, à la demande de l'opérateur, aux seuls bovins qui participeront effectivement au pacage frontalier ;

d) Mentionne le code d'identification unique individuel complet de chaque bovin ;

e) Mentionne le numéro de dossier unique et la date d'établissement de la liste et permet de procéder aux notations obligatoires prévues aux articles 12 et 13 du présent règlement.

3. L'autorité compétente qui délivre l'autorisation de pacage frontalier transmet par voie électronique à l'autorité compétente du pays du Benelux où a lieu le pacage frontalier un dossier composé de :

a) Une copie de l'autorisation ;

b) La liste des bovins ;

c) Les informations visées à l'article 6, alinéa 2, sous e), du présent règlement ;

d) Le cas échéant, la modification visée à l'article 10, alinéa 1^{er}, du présent règlement.

4. L'autorité compétente qui délivre l'autorisation de pacage frontalier fournit à l'opérateur :

a) L'autorisation de pacage ;

b) La liste des bovins.

Toutefois, cela ne doit pas se faire avant un délai de 7 jours après la transmission des informations visées à l'alinéa 3.

Article 10

1. Pendant la période de validité de l'autorisation, l'opérateur peut demander à son autorité compétente de valider pour lui une liste mise à jour des bovins.

2. L'autorité compétente qui reçoit une demande de modification telle que visée à l'alinéa 1^{er}, suit les dispositions de l'article 9, alinéas 2, 3 et 4, du présent règlement.

3. Si l'opérateur souhaite une modification de l'utilisation de la zone de pâturage commune à plusieurs États membres, il doit introduire une nouvelle demande ou une demande complémentaire de pacage frontalier.

Article 11

1. L'opérateur ne peut pas placer ses animaux en pacage frontalier avant d'avoir reçu :

a) L'autorisation de pacage frontalier ;

b) La liste des bovins.

2. L'opérateur ne peut faire participer au pacage frontalier que les bovins mentionnés dans la liste des bovins.

3. Les parcelles sur lesquelles le pâturage a lieu dans le cadre du pacage frontalier ne sont pas utilisées en même temps pour le pâturage de bovins ou d'autres ongulés d'un autre établissement.

Article 12

1. Si des veaux naissent dans les zones de pâturage communes à plusieurs États membres pendant le pacage frontalier :

- a) Ces veaux sont identifiés et enregistrés par l'opérateur conformément aux dispositions applicables dans son pays ; si les veaux n'ont pas encore été identifiés, ils ne peuvent résider ou être déplacés qu'en présence de leur mère ;
- b) L'opérateur applique à ces veaux tout examen ou traitement requis le cas échéant dans son pays ou exigé pour le pacage frontalier.

2. Si, pendant le pacage frontalier, des veaux naissent dans les zones de pâturage communes à plusieurs États membres, l'autorité compétente qui a délivré l'autorisation de pacage frontalier peut exiger que ces veaux subissent des examens ou des traitements, soit dans les zones de pâturage communes à plusieurs États membres, soit lors de leur premier retour dans l'établissement.

3. L'opérateur inscrit de sa propre main les veaux nouveau-nés sur la liste des bovins au moment de leur identification en mentionnant leur propre code d'identification officiel et la date de l'identification.

Si l'obligation d'identification n'est pas encore d'application, le transport du veau nouveau-né ne peut avoir lieu qu'en présence de la mère.

Article 13

1. Lors de tout transport dans le cadre du pacage frontalier, à l'aller comme au retour, les bovins doivent être accompagnés :

- a) D'une copie de l'autorisation de pacage frontalier ;
- b) De la liste des bovins.

2. Lors d'un transport aller ou retour dans le cadre du pacage frontalier, la date de chaque mouvement et le nombre de bovins déplacés à ce moment-là sont inscrits sur la liste de bovins avant le départ. Au plus tard dans les 24 heures suivant le mouvement, la date du mouvement de chaque animal individuel est également notée.

3. Si l'exploitant est lui-même responsable du mouvement ou du transport de ses propres animaux, le mouvement ou le transport des animaux dans le cadre du pacage frontalier peut avoir lieu sans enregistrement en tant que transporteur conformément au règlement (UE) 2016/429 et sans autorisation de transporteur conformément au règlement (CE) n° 1/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 relatif à la protection des animaux pendant le transport et les opérations annexes et modifiant les directives 64/432/CEE et 93/119/CE et le règlement (CE) n° 1255/97.

Article 14

1. Les bovins peuvent être renvoyés sur ordre de l'autorité compétente du pays du Benelux où a lieu le pacage :

- a) Si des infractions aux conditions énoncées dans le présent règlement sont constatées ;
- b) Si l'opérateur refuse de coopérer aux examens visés à l'article 6, alinéa 3, sous f), du présent règlement.

2. Lorsque l'une des maladies visées à l'article 7 ou 8 du présent règlement est constatée chez des bovins en pacage frontalier, les mesures à prendre sont décidées en concertation entre les autorités compétentes des pays du Benelux concernés et ce, en conformité avec le règlement (UE) 2016/429, ses actes délégués et d'exécution et les dispositions nationales pour la lutte contre ces maladies. Ces mesures peuvent comprendre l'isolement sur place, le renvoi, l'ordre d'abattage dans un abattoir convenu par les autorités compétentes ou la mise à mort en vue de la destruction pour des raisons sanitaires urgentes.

3. Lorsque des examens sont effectués en application de l'article 6, alinéa 3, sous f), du présent règlement, les résultats sont également communiqués à l'autorité compétente du pays du Benelux d'origine.

4. Dans le cas d'un ordre de renvoi tel que visé à l'alinéa 1^{er}, l'autorité compétente motive cette décision auprès de l'opérateur et de son autorité compétente.

Article 15

1. Sans préjudice des dispositions de l'article 12, alinéa 2, du présent règlement, toute modification de la situation zoonositaire au regard des maladies visées jusqu'aux articles 7 et 8 du présent règlement dans le pays du Benelux d'origine ayant pour conséquence qu'il n'est plus satisfait à au moins une des conditions visées auxdits articles pour l'établissement participant au pacage frontalier, est immédiatement notifiée par l'autorité compétente à l'autorité compétente du pays du Benelux où a lieu le pacage.

2. Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, l'autorité compétente qui a délivré l'autorisation de pacage frontalier prend immédiatement toutes les mesures nécessaires pour que l'opérateur mette fin au pacage frontalier.

Article 16

1. Chaque pays du Benelux désigne des personnes de contact qui sont responsables de la mise en application de ce règlement et des contacts avec les opérateurs et les autres parties prenantes dans le pays du Benelux concerné. Les pays du Benelux s'informent mutuellement des noms et des coordonnées de ces personnes et de toute modification ultérieure de ceux-ci.

2. Un registre central mentionnant les autorités compétentes est tenu par le Secrétariat général Benelux. A cet effet, les pays du Benelux informent le Secrétariat général Benelux des autorités compétentes qu'ils ont désignées et des personnes de contact correspondantes, ainsi que de tout changement à cet égard. Le Secrétariat général Benelux met à tout moment à la disposition des pays du Benelux les informations concernant les autorités compétentes désignées et leurs personnes de contact et les tient à jour.

3. Le registre central indique également la situation dans chaque pays du Benelux concernant les maladies visées à l'article 8. A cette fin, les pays du Benelux communiquent au Secrétariat général Benelux les informations pertinentes et toute modification de celles-ci.

Exposé des motifs commun de la décision M (2023) 4 du Comité de Ministres Benelux relative au pacage frontalier de bovins aux frontières intra-Benelux et remplaçant la Décision M (2012) 17

La modification de la décision M (2012) 17 par la décision M (2017) 4 a anticipé, entre autres, l'application ultérieure du règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale »)¹. En particulier, une disposition a été ajoutée à l'article 2 de la décision M (2012) 17 en vertu de laquelle la concertation Benelux régulière entre les *Chief Veterinary Officers* (CVO) devait examiner les conséquences de ce nouveau règlement UE, en vue de proposer des modifications de la décision M (2012) 17 si nécessaire.

En conséquence, la décision M (2012) 17 est remplacée par la présente décision.

Tout d'abord, le règlement annexé à la décision M (2012) 17 devient caduc et un nouveau règlement entre en vigueur (voir article 1^{er} de la présente décision). En application de l'article 139, paragraphe 1, sous c), du règlement (UE) 2016/429, le nouveau règlement maintient la simplification administrative qui était déjà applicable entre les pays du Benelux aux fins du pacage frontalier des bovins, sans vouloir porter atteinte aux garanties de santé animale qui sont d'un niveau élevé dans chacun des pays du Benelux. En substance, cela signifie que la certification peut encore être omise lorsque ces animaux sont déplacés entre deux pays du Benelux en vue du pacage frontalier.

En outre, il est demandé à la concertation annuelle des CVO de continuer à prêter attention à la mise en œuvre du règlement (UE) 2016/429 dans le futur (voir article 2 de la présente décision). Si des développements futurs de l'UE rendent nécessaire la modification de la présente décision, cette concertation constitue l'enceinte appropriée pour formuler les propositions nécessaires.

Par ailleurs, cette opportunité est mise à profit pour introduire une disposition explicite conforme au fait qu'aussi bien l'Allemagne que la France participent activement à la concertation des CVO (voir article 3 de la présente décision). Le cas échéant, il existe des accords de pacage frontalier avec ces pays voisins, ou avec certains *Länder* allemands, aux fins d'une simplification administrative similaire à celle qui découle de la présente décision.

Compte tenu de son remplacement par la présente décision, la décision M (2012) 17 est abrogée dans son intégralité (voir article 4 de la présente décision).

En ce qui concerne l'entrée en vigueur de la présente décision et sa mise en œuvre par les pays du Benelux, aucune disposition particulière ne s'applique (voir article 5 de la présente décision), comme c'était déjà le cas pour la décision initiale M (2012) 17 et lors de sa modification par la décision M (2017) 4. En d'autres termes, la mise en œuvre de la décision au niveau national continue de se faire sur la base de la coordination de longue date entre les autorités compétentes. Toutefois, cette décision ne dispense pas les pays du Benelux de leur obligation de notification à la Commission européenne, telle que visée à l'article 139, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/429.

¹ JO L 84 du 31 mars 2016, p. 1.

DECISION du Comité de Ministres Benelux portant nomination d'un juge et de deux juges suppléants à la Cour de Justice Benelux – M (2023) 10

Le Comité de Ministres Benelux,

Vu l'article 3, alinéas 1 à 3, du Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Bruxelles le 31 mars 1965, tel qu'il a été modifié en dernier lieu par le Protocole signé à Luxembourg le 15 octobre 2012,

Considérant que le Comité de Ministres Benelux a donné acte le 7 février 2023 de la communication de la démission, avec effet à partir du 1^{er} février 2023, de madame R. Kalden de ses fonctions de juge à la Cour de Justice Benelux, et le 20 février 2023 de la communication de la démission, avec effet à partir du 1^{er} avril 2023, de monsieur P.H. Blok de ses fonctions de juge suppléant à la Cour de Justice Benelux,

Sur proposition du ministre néerlandais pour la Protection juridictionnelle,

A pris la présente décision :

Article 1^{er}

Madame J.I. de Vreese-Rood, juge suppléant à la Cour de Justice Benelux, est nommée juge à la Cour de Justice Benelux.

Article 2

Monsieur M.Y. Bonneur, conseiller au *Gerechtshof Den Haag*, est nommé juge suppléant à la Cour de Justice Benelux.

Article 3

Madame M.P.J. Ruijpers, conseiller au *Gerechtshof Den Haag*, est nommée juge suppléant à la Cour de Justice Benelux.

Article 4

La présente décision entre en vigueur le jour de sa signature, étant entendu qu'elle produit ses effets à partir du 12 mai 2023 au plus tard.

Fait à La Haye, le 12 mai 2023.

Le Président du Comité de Ministres Benelux,

W. HOEKSTRA

Plan annuel

PLAN ANNUEL 2023

Le plan annuel 2023 de l'Union Benelux, arrêté par le Comité de Ministres Benelux conformément à l'article 6, alinéa 2, sous d), du Traité instituant l'Union Benelux, est publié en tant qu'[annexe I](#) faisant partie intégrante du Bulletin Benelux de ce jour.

Rapport annuel

RAPPORT ANNUEL 2022

Le rapport annuel 2022 de l'Union Benelux, arrêté par le Comité de Ministres Benelux conformément à l'article 6, alinéa 2, sous e), du Traité instituant l'Union Benelux, est publié en tant qu'[annexe II](#) faisant partie intégrante du Bulletin Benelux de ce jour.



SECRETARIAT GENERAL
Rue de la Régence 39
1000 Bruxelles

Le Bulletin Benelux est édité par le Secrétariat général de l'Union Benelux et est disponible en français et en néerlandais.

Vous pouvez consulter le Bulletin Benelux sur le site web www.benelux.int et vous inscrire à notre liste de diffusion. Vous y trouverez aussi la réglementation de l'Union Benelux.